

“Fermez la porte !”

● Les leaders des Vingt-huit veulent réduire l'afflux de réfugiés et de migrants.

● Priorité n°1 : contrôler les frontières extérieures de l'UE.

● Le cas britannique devait aussi être abordé au sommet.

Déjeuner avec Ankara, souper avec Londres

Je te tiens, tu me tiens, par la bar-bichette... Les dirigeants de dix Etats membres de l'Union européenne qui ont pris part à la rencontre matinale avec le Premier ministre turc Ahmet Davutoglu, jeudi matin, ne se sont guère montrés loquaces au sortir de cette réunion. Organisé de manière impromptue à l'initiative de l'Allemagne, ce sommet de la “mini-Europe” visait à faire le point sur l'état d'avancement des mesures promises par Ankara pour freiner les flux migratoires vers l'UE. Des actions concédées, entre autres, en contrepartie d'un aide financière de 3 milliards d'euros.

Un bulletin en demi-teinte, si l'on en juge aux commentaires des uns et des autres. “Les Turcs ont lancé une série de mesures législatives pour permettre l'accès des réfugiés à leur marché du travail et à l'éducation. Ils ont également créé une ‘task force’ pour rendre la lutte contre les passeurs opérationnelle. Cela indique qu'ils prennent les choses au sérieux”, commente un diplomate.

Mais ce que les Européens attendent surtout, c'est que la Turquie verrouille sa frontière afin de mettre un terme aux flux de demandeurs d'asile qui tentent de rejoindre l'UE, par terre et surtout par mer. Et sur ce point, ils restent sur leur faim. Un léger fléchissement a bien été observé ces dernières semaines, mais il ne s'agit pas d'une tendance lourde. En outre, l'arrivée des conditions météos hivernales ralentit traditionnellement les mouvements d'exil. Pas question dès lors – officiellement du moins – d'envisager, comme le demande Ankara et comme le souhaite l'Allemagne, la réinstallation en Europe de quelques dizaines de milliers de réfugiés supplémentaires provenant directement de Turquie.

“La priorité doit être mise sur le contrôle des frontières, la lutte contre les traf-

quants et la mise en œuvre de meilleures conditions d'accueil en Turquie”, a ainsi souligné le Premier belge Charles Michel, qui a pris part à ces échanges. Et d'ajouter qu'il ne fallait pas “donner le sentiment erroné que [l'UE] pourrait en faire beaucoup plus” pour l'accueil des réfugiés. Un message qui résume la pensée de la plupart de ses collègues. Si la porte n'est pas fermée, les Européens veulent d'abord voir la source de leurs soucis migratoires se tarir.

Un groupe de travail, ouvert à tous les Etats membres, sera mis sur pied par les Pays-Bas qui prennent la présidence du Conseil à partir du 1^{er} janvier. Celui-ci aura pour mission d'assurer le suivi du dossier. Un nouveau sommet UE-Turquie, dans un format 28+1 cette fois, pourrait par ailleurs se tenir en février.

Le corps européen ne fait pas de vagues

Dans l'après-midi, le Conseil européen s'est lui aussi penché sur le dossier des migrants. L'occasion pour les chefs d'Etat et de gouvernement des Vingt-huit de faire l'état des lieux de la mise en œuvre de leurs propres actions en la matière et, surtout, de réagir à la proposition de la Commission de créer un corps européen de gardes-frontières. En cas d'urgence, celui-ci serait susceptible d'intervenir sur le territoire d'un Etat membre sans avoir obtenu son feu vert, sur base d'une décision rendue par un comité composé d'experts représentant les Vingt-huit.

Une disposition qui heurte des pays très attachés à leur souveraineté nationale (la Pologne et la Hongrie ont manifesté certaines réticences), mais que le chef de l'exécutif européen, Jean-

Claude Juncker, s'est une nouvelle fois efforcé de minimiser en soulignant que si ce cas de figure exceptionnel se présentait, les ministres seraient impliqués.

Selon les premiers échos qui ont filtré en soirée, le tour de table se serait déroulé sans heurt notable. Le principe général semble donc passer la rampe.

David Cameron, le roi tien...

Restait encore à aborder la grosse pièce du jour : les exigences de David Cameron pour éloigner le spectre d'une sortie du Royaume-Uni de l'UE. A son arrivée, le Premier ministre britannique affichait d'emblée la couleur. “Nous ne sommes pas là pour arracher un accord aujourd'hui, mais je veux de réels progrès sur nos demandes.” Et d'ajouter, sur un ton ostensiblement pugnace : “Je me battrais toute la nuit et je pense que nous pourrions arriver à un bon accord.” Ses camarades de table ont pour leur part promis d'être à l'écoute et de faire preuve de bonne volonté. La soirée s'annonçait longue.

Gilles Toussaint

“La priorité doit être mise sur le contrôle des frontières...”

CHARLES MICHEL

Le Premier ministre belge a participé à la rencontre en format restreint avec le Premier ministre turc.

La Journée européenne**C'est vous, le nouveau ?**

Les dirigeants de l'Alliance des libéraux et démocrates européens – dont onze Charles Michel – n'étaient pas peu fiers de présenter leur recrue lors de leur réunion pré-sommet. A savoir le leader du nouveau parti espagnol de centre-droit Ciudadanos – qui espère faire sensation lors des élections de dimanche – Albert Rivera. Le camp libéral rêve de compléter sa collection déjà riche de sept Premiers ministres. Sinon, François Bayrou

était là aussi.

Le PPE, club très privé

En revanche, pas grand monde au meeting du Parti populaire européen. Cinq leaders seulement – dont Merkel et Orban, qui devaient en avoir, des choses à se dire – alors qu'il y a dix couverts "PPE" à la table, lors du Conseil européen. Eh ben, Jean-Claude, Donald ? On ne vous voit plus, aux fêtes...

Pendant ce temps, à Luxembourg...

La Cour de justice de l'Union européenne a rendu son arrêt dans l'affaire WebMindLicenses kft/ Nemzeti Adó- és Vámhivatal Kiemelt Adó- és Vám Főigazgatóság. Il en ressort que "le transfert du savoir-faire permettant l'exploitation du site érotique livejasmin.com de la Hongrie à Madère où un taux de TVA moins élevé s'applique ne constitue pas, en lui seul, une pratique abusive. Sauf si son objectif est de dissimuler le fait que le site est en réalité exploité depuis la Hongrie". Qu'on se le dise...

“La capacité d'intégration de l'Allemagne a des limites”, avertit le député CDU Wolfgang Bosbach

Entretien François Paquay
Correspondance particulière à Berlin

La crise de l'asile qui secoue l'Allemagne depuis trois mois a fragilisé la grande coalition emmenée par Angela Merkel. L'élan de solidarité dont ont fait preuve les Allemands en septembre a laissé la place aux doutes, tandis que les conservateurs et les socialistes se livrent à une véritable guerre des tranchées. Prise en tenaille, la chancelière essuie des critiques acerbes et subit des attaques parfois violentes, y compris de la part de son propre parti, l'Union chrétienne-démocrate (CDU).

Le député fédéral Wolfgang Bosbach, un des "frondeurs" qui pensent que la politique d'ouverture d'Angela Merkel ne tient pas la route, a répondu à nos questions.

Au congrès annuel de la CDU, en début de semaine, Angela Merkel a longuement été ovationnée. Aurait-elle réussi à regagner la confiance des militants ?

Elle ne l'avait jamais perdue. Nous avons des ressentis différents sur l'évolution de la situation, mais nous sommes tous d'accord sur nos revendications envers l'Europe : améliorer les conditions de vie dans les camps de réfugiés situés dans les régions en crise, renforcer la sécurité de nos frontières extérieures, répartir équitablement les réfugiés dans les Etats membres. La chancelière pense que ça va se réaliser, mais beaucoup ne partagent pas cet optimisme – moi non plus.

Il n'y a pas si longtemps, on entendait encore des membres de la CDU déclarer que l'ambiance au sein du parti était mauvaise, que les relations avec la chancelière étaient très tendues. Certains ont même envisagé de recourir à un vote de défiance. Cette période trouble est-elle révolue ?

Ce que vous dites est vrai, mais ces tensions émanent des médias, pas du parti. Les médias ont tendance à faire d'une question de fond une question de personnes. Si quelqu'un, au sein du parti, émet un doute sur notre capacité à gérer la situation, la relance sera : "Qu'avez-vous donc contre M^{me} Merkel ?"

Ça nous embête beaucoup. A la CDU, nous faisons une différence entre la sympathie et le respect que nous avons pour la chancelière et les divergences d'opinions que nous avons sur les questions de fond. La question

de fond, Angela Merkel y répond inlassablement par le même mantra : "Wir schaffen das" (Nous pouvons y arriver).

Mais vous êtes sceptique...

La vraie question est : arriver à quoi ? Il faudrait quand même que quelqu'un lui pose cette question ! Pour moi, "y arriver" signifierait instaurer une procédure qui permette d'identifier rapidement ceux qui ont de bonnes chances de pouvoir rester en Allemagne. Or nous en sommes loin.

Cela signifierait aussi mettre en place des hébergements qui résistent à l'hiver. Mais pour le moment, 270 salles de gym sont réquisitionnées et le nombre de campements augmente.

Cela signifierait également réussir une intégration rapide des réfugiés dans la société et sur le marché du travail. Cependant, 90 % n'ont pas encore trouvé de travail et vivent avec les minima sociaux. Mon scepticisme sur notre capacité à "y arriver" n'est pas infondé.

Le débat politique se cristallise actuellement autour d'une question : faut-il fixer une limite au nombre de réfugiés que l'Allemagne peut accueillir ?

Une partie des conservateurs y est favorable, mais Angela Merkel et les socialistes s'y opposent catégoriquement. C'est une querelle dérisoire. Notre loi sur l'immigration prévoit, à raison, que l'objectif doit être de gérer et de limiter l'immigration. A mon plus grand étonnement, la CDU a abandonné cet objectif de limitation.

Or, il existe bel et bien une limite à notre capacité d'intégration. Quand nous réquisitionnons des salles de

gym et que 90 % des réfugiés sont aux minima sociaux, ça indique que notre force d'intégration n'est pas si élevée que ça. A certains endroits, on ne peut plus parler simplement d'un "grand défi" mais d'une menace de surmenage. Un nombre croissant de bourgmestres se plaint de ne pas pouvoir accueillir davantage de réfugiés.

Comment mettre en place cette limitation ?

Le gouvernement a déjà pris une série de mesures, en allongeant la liste des pays sûrs, en adoptant une loi sur l'accélération de la procédure d'asile, en remplaçant les aides financières par des aides en nature. Mais ce ne sont que des corrections. Reste à voir à quelle vitesse et dans quelle mesure elles vont avoir un effet.

Par ailleurs, l'afflux de réfugiés a diminué : nous sommes passés de 10 000 arrivées par jour en septembre et octobre à 4 000 en moyenne aujourd'hui. Mais même à ce rythme-là, nous accueillerons à nouveau 1,2 million de réfugiés l'année prochaine. Nous ne le pouvons pas.

Angela Merkel a-t-elle commis une erreur ?
Non, l'accueil des réfugiés coincés en Hongrie début septembre était une

bonne chose. Mais nous aurions dû par après instaurer des contrôles stricts aux frontières et expulser ceux qui ne pouvaient pas prétendre à l'asile. Malheureusement, c'est une spécialité allemande de toujours formuler les débats de manière extrême. Sur les reconduites à la frontière, nous discutons en termes de "tous dehors" ou "tous bienvenus", au lieu de faire une différenciation entre les réfugiés qui fuient une catastrophe

humanitaire, comme c'était le cas en Hongrie, et ceux qui se trouvent dans un pays sûr et doivent donc y demander l'asile.

"A ce rythme-là, nous accueillerons 1,2 million de réfugiés l'année prochaine. Nous ne le pouvons pas."

WOLFGANG BOSBACH
Député CDU.

Dans la peau d'un réfugié

A l'occasion de la journée mondiale des migrants, "La Libre" donne un coup de projecteur sur "Le Chant des hommes". Ce long-métrage produit par la société liégeoise Tarentula et réalisé par Bénédicte Liénard et

Mary Jiménez a ceci de particulier qu'il met en scène des ex-réfugiés face aux difficultés rencontrées pour se voir reconnaître un statut quand les voies de migration empruntées ne sont pas légales, jouant donc des rôles

proches de leurs propres histoires. Maryam Zaree, Assaad Bouab, Ahmet Rifat Sungar, Pitcho Womba

Konga et Sam Louwyck occupent l'affiche à leurs côtés.

Invitée sur le tournage, "La Libre" a dressé le portrait de Najat, Joseph, Dini et une poignée d'autres. Une dizaine de récits qui seront publiés d'ici un mois, à l'approche de la sortie du film, le 3 février prochain.

Les migrants en chiffres

19,5

RÉFUGIÉS DANS LE MONDE

Selon Amnesty international, on compte, dans le monde, 14,4 millions de réfugiés relevant du mandat du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés et 5,1 millions de réfugiés palestiniens relevant du mandat de l'UNRWA (Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient). Les cinq principaux pays d'où proviennent ces réfugiés sont la Syrie, l'Afghanistan, la Somalie, le Soudan, le Soudan du Sud. À eux trois, la Turquie (plus de 2 millions de personnes), le Pakistan (1,5 million) et le Liban (1,15 million) accueillent 30 % des réfugiés enregistrés hors réfugiés palestiniens.

32 983

CANDIDATS EN BELGIQUE

Selon le Commissariat Général aux Réfugiés et Apatrides, 4199 personnes ont introduit une demande d'asile au cours du mois de novembre. Ce chiffre est en baisse de 12,7 % par rapport au mois précédent. Depuis janvier, 32 983 demandes ont été introduites en Belgique.

1 601

TITRES DE SÉJOUR POUR RAISON HUMANITAIRE

L'évolution de 2010 à 2013 du nombre de premiers titres de séjour délivrés à des ressortissants de pays tiers montre une très forte diminution des premiers titres obtenus pour raisons humanitaires (10 994 en 2010 pour 1 601 en 2013)

22 266

TITRES DE SÉJOUR POUR RAISONS FAMILIALES

L'évolution de 2010 à 2013 du nombre de premiers titres de séjour délivrés à des ressortissants de pays tiers montre une nette diminution des premiers titres obtenus pour raisons familiales (30 546 en 2010 pour 22 266 en 2013)

122 079

IMMIGRÉS EN BELGIQUE

Selon les chiffres publiés par Myria, le centre fédéral Migration, les immigrations d'étrangers en Belgique ont continué à diminuer en 2013 (122 079 en 2013 par rapport à 140 375 en 2010). Cette diminution concerne principalement des ressortissants d'Europe hors Union européenne (Turquie incluse) et d'Afrique. 63 % des immigrants étrangers sont des citoyens UE.

Les Belges qui migrent sont plus nombreux que ceux qui y (r) entrent (24 617 immigrations contre 35 880 émigrations).

160 000

IMMIGRÉS BELGES EN BELGIQUE

160 000 personnes, soit 1,4 % de l'ensemble des résidents en Belgique sont des "immigrés belges". Ils ne figurent pas parmi les personnes d'origine étrangère puisque que ce sont des Belges, nés avec la nationalité belge à l'étranger.

20 %

ORIGINES ÉTRANGÈRES

Dans les pays de l'OCDE, environ 20 % des habitants ont un passé de migrant et l'origine étrangère de parents constitue, de nos jours encore, une difficulté rencontrée par les enfants de migrants pour s'intégrer. L'OCDE constate que malgré des progrès au niveau de l'éducation, beaucoup de natifs de l'OCDE fils ou filles d'immigrés rencontrent des difficultés pour trouver un emploi.